

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. **63**

RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'ATLANTICO DEL NORD

Risoluzione n. 278
sulla sicurezza in Europa sud-orientale (*)

Annunziata il 20 dicembre 1998

L'ASSEMBLÉE,

1. Convaincue qu'il incombe à la communauté internationale et, en particulier, à la communauté atlantique de contribuer à la restauration de la stabilité et à la création de la prospérité économique dans l'Europe du sud-est;

2. Alarmée par les graves risques que la situation, en constante détérioration, dans plusieurs pays des Balkans fait peser sur la sécurité européenne et atlantique;

3. Affirmant que l'aggravation de la situation au Kosovo constitue une menace pour la paix et la sécurité;

(*) Présentée par la Commission des affaires civiles.

4. Condamnant vivement la politique de terreur et de tueries aveugles pratiquée au Kosovo par la Serbie;

5. Condamnant vivement aussi l'attitude de l'Armée de libération du Kosovo, qui recourt à la violence et aux attentats aveugles à des fins politiques;

6. Très préoccupée par la catastrophe humanitaire que provoque le déplacement forcé de plusieurs centaines de milliers de personnes, dont beaucoup se retrouvent sans abri et démunies du minimum vital au Kosovo et dans les régions voisines;

7. Convaincue que des pressions soutenues de la part de la communauté internationale – y compris, au besoin, l'usage de la force contre les unités serbes et autres

qui ouvrent le feu sur les civils — et un véritable engagement international sont nécessaires pour obtenir de la République fédérale de Yougoslavie un règlement pacifique du conflit au Kosovo;

8. Réaffirmant l'engagement de la communauté internationale à un statut d'autonomie renforcée du Kosovo tel qu'il émanera des négociations futures et au respect des frontières internationales et de l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie;

9. Se félicitant de la prorogation du mandat de la SFOR en Bosnie-Herzégovine, dans laquelle figure une contribution européenne accrue;

10. Appuyant les efforts résolus déployés par le Haut Représentant, M. Carlos Westendorp, et l'OSCE en faveur de la démocratie, de la réconciliation et de la prospérité économique en Bosnie-Herzégovine;

11. Déplorant les résultats ambigus des deuxième élections nationales qui se sont tenues en Bosnie-Herzégovine depuis la signature de l'Accord de Dayton;

12. Réaffirmant, toutefois, sa conviction qu'il est essentiel d'accomplir de nouveaux progrès pour faire de la Bosnie-Herzégovine une nation intégrée et pluriethnique où règne la paix;

13. Convaincue que le processus de paix engagé à Dayton ne peut porter ses fruits que s'il peut s'appuyer sur de substantielles forces de maintien de la paix;

14. Déterminée à voir la Croatie jouer un rôle positif dans la construction de l'avenir politique et économique de la région;

15. Se félicitant, par conséquent, que la Croatie ait récemment adopté un « programme pour le retour et l'hébergement des personnes déplacées, des réfugiés et des personnes réinstallées »;

16. Attendant cependant la mise en œuvre intégrale de ce programme;

17. Convaincue également que des mesures complémentaires devront être prises en faveur de ceux qui, malgré tous leurs efforts, ne pourront se réinstaller dans leur région d'origine;

18. Saluant et appuyant les efforts du gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine pour créer et stabiliser des institutions garantissant la démocratie, la primauté du droit, le respect des droits de l'homme, le respect et la protection des minorités et la mise en place d'une réelle économie de marché;

19. Se félicitant que l'ONU ait renouvelé le mandat de la FORDEPRENU et en ait augmenté l'effectif, preuve de l'engagement de la communauté internationale à contribuer, dans les Balkans, à la concrétisation du concept plus large de sécurité européenne;

20. Se félicitant aussi que l'OTAN ait décidé d'intensifier ses activités, dans le contexte du programme de Partenariat pour la paix, en Albanie et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine;

21. Préoccupée par la faiblesse des institutions gouvernementales de l'Albanie, ainsi que par la bipolarisation et la confrontation extrêmes qui caractérisent sa vie politique intérieure;

22. INVITE INSTAMMENT les gouvernements et les parlements des pays membres de l'Alliance atlantique:

a) à mettre tout en œuvre pour faire cesser la catastrophe humanitaire au Kosovo;

b) à veiller à ce que les organisations humanitaires aient le libre accès partout et à tout moment, puissent remplir leur tâche et jouir, au besoin, de la protection requise;

c) à faire savoir au président Milosevic et à son régime que la poursuite de la répression brutale à laquelle ils se livrent au Kosovo n'est plus tolérable;

d) à indiquer clairement à toutes les tendances politiques qu'elles devront prendre part à des négociations au sein d'une délégation kosovar mixte;

e) à user de tous les moyens nécessaires pour arrêter les combats au Kosovo et imposer un cessez-le-feu immédiat et définitif;

f) à appliquer intégralement les sanctions imposées par le Conseil de sécurité des Nations unies;

g) à alléger, de manière concomitante, les souffrances des populations, tant dans la République fédérale que dans les pays voisins, populations qui ne portent aucune responsabilité dans le conflit;

h) à poursuivre rigoureusement les efforts de médiation internationale en cours, afin de parvenir à un règlement politique durable au Kosovo;

i) à indiquer clairement que les Alliés sont prêts à recourir à la force et qu'ils n'hésiteront pas à mettre leurs plans à exécution si les mesures diplomatiques et économiques ne suffisent pas à l'imposition d'un cessez-le-feu;

j) à chercher à obtenir de la communauté internationale un mandat pour une intervention militaire tout en considérant que, dans la situation actuelle du Kosovo, une telle intervention est d'ores et déjà légitimée par le droit international en vigueur;

k) à mobiliser les moyens politiques, économiques et militaires requis pour garantir tout accord, provisoire ou définitif, sur le Kosovo;

l) à préserver l'engagement international en Bosnie-Herzégovine, y compris en y maintenant une forte présence militaire alliée et européenne jusqu'à l'application intégrale de l'Accord de Dayton;

m) à continuer de subordonner l'aide bilatérale et multilatérale à la Bosnie-Herzégovine, à la Croatie et à la République fédérale de Yougoslavie, ainsi qu'aux Républiques qui les composent, à la preuve de bonne volonté de leurs dirigeants res-

pectifs à coopérer à la mise en œuvre de l'Accord de Dayton, à la recherche d'une solution pacifique au Kosovo et à la promotion du changement démocratique dans la région;

n) à approuver les initiatives destinées à modifier la loi électorale en Bosnie-Herzégovine, de façon à encourager les citoyens à voter hors de leur groupe ethnique;

o) à s'efforcer, sans désespérer, de rechercher, d'appréhender, d'inculper et de punir les criminels de guerre, indépendamment de leur origine ethnique, en visant en priorité ceux qui exerçaient ou exercent des fonctions de direction dans la hiérarchie politique ou militaire;

p) à apporter leur aide aux autorités albanaises légales résolues à combattre la corruption, accroître la stabilité et bâtir un régime politique démocratique et opérationnel;

q) à accéder à la requête des autorités albanaises, qui souhaitent le déploiement d'une force internationale dans le nord du pays pour endiguer l'entrée d'armes au Kosovo et se prémunir contre un débordement du conflit, tout en prenant des dispositions nécessaires pour atténuer les retombées éventuelles sur le Kosovo lui-même et sur l'ex-République yougoslave de Macédoine;

r) à intensifier leurs activités en Albanie et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine au titre du programme de Partenariat pour la paix;

s) à conserver leur plein appui à la FORDEPRENU dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et à l'Elément multinational de conseil en matière de police (EMPC) de l'UEO en Albanie;

t) à encourager tous les efforts entrepris dans la région pour accroître la compréhension mutuelle et la coopération sur le plan de l'économie et de la sécurité.

N. B. Traduzione non ufficiale**Risoluzione n. 278
sulla sicurezza in Europa sud-orientale (*)**

L'ASSEMBLEA,

1. Convinta che la comunità internazionale e la comunità atlantica, in particolare, hanno la responsabilità di contribuire al ritorno della stabilità e alla creazione della prosperità economica in Europa sud-orientale;

2. Allarmata dall'elevato rischio per la sicurezza europea ed atlantica costituito dall'incessante deteriorazione della situazione in alcuni paesi dei Balcani;

3. Affermando che l'aggravamento della situazione in Kosovo costituisce una minaccia alla pace ed alla sicurezza;

4. Condannando fermamente la politica serba di terrore e di uccisioni indiscriminate in Kosovo;

5. Condannando altresì il ricorso a mezzi violenti e terroristi per perseguire scopi politici da parte dell'esercito di liberazione del Kosovo;

6. Seriamente preoccupata per la catastrofe umanitaria causata dallo spostamento forzato di alcune centinaia di migliaia di persone, molte delle quali sono

lasciate senza riparo adeguato ed altre necessità fondamentali in Kosovo e nelle regioni adiacenti;

7. Convinta che una pressione internazionale sostenuta, incluso, laddove necessario, l'uso della forza contro unità serbe o altre impegnate a sparare contro la popolazione civile, ed un sincero impegno internazionale è necessario per ottenere dalla Repubblica Federale di Jugoslavia una soluzione pacifica del conflitto in Kosovo;

8. Riaffermando l'impegno della comunità internazionale nei confronti della richiesta di auto-amministrazione del popolo del Kosovo, nonché il rispetto dei confini internazionali e l'integrità territoriale della Repubblica Federale di Jugoslavia quali risulteranno dai futuri negoziati;

9. Accogliendo con favore il rinnovo del mandato della SFOR in Bosnia-Erzegovina, che comprende altresì un maggiore contributo europeo;

10. Sostenendo gli sforzi determinati compiuti dall'Alto Rappresentante Carlos

(*) Presentata dalla Commissione affari civili.

Westendorp e dalla OSCE per ripristinare la democrazia, la riconciliazione, la prosperità economica in Bosnia-Erzegovina;

11. Notando con rincrescimento l'ambiguo risultato della seconda consultazione elettorale dopo gli accordi di Dayton in Bosnia-Erzegovina;

12. Riaffermando, nondimeno la sua convinzione che sia essenziale compiere un ulteriore progresso verso la creazione in Bosnia-Erzegovina di un paese in pace, integrato e multietnico;

13. Convinta che il processo di pace di Dayton possa funzionare solo sino a che vi sia una cospicua forza di mantenimento della pace a sostenerlo;

14. Decisa a vedere la Croazia svolgere un ruolo positivo nella definizione del destino politico ed economico della regione;

15. Accogliendo pertanto con favore la recente adozione, da parte della Croazia, di un « Programma per il ritorno e la sistemazione dei profughi, dei rifugiati e di quanti abbiano fatto ritorno »;

16. Attendendo, tuttavia, la piena attuazione del citato programma;

17. Convinti altresì che siano necessarie misure complementari per coloro i quali, nonostante tutti gli sforzi, non saranno in grado di far ritorno nelle zone in cui abitavano;

18. Plaudendo e sostenendo gli sforzi compiuti dal Governo della ex Repubblica Jugoslava di Macedonia volti ad istituire e a rendere stabili le istituzioni a tutela della democrazia, dello stato di diritto, dei diritti dell'uomo, del rispetto e la protezione delle minoranze, nonché di una economia di mercato funzionante;

19. Accogliendo con favore il rinnovo del mandato delle N.U. e l'aumento di UNPREDEP, quale prova che la comunità internazionale è disposta a contribuire al

più ampio concetto di sicurezza europea nei Balcani;

20. Accogliendo altresì con favore la decisione della NATO di incrementare le sue attività nell'ambito del programma del Partenariato per la Pace in Albania e nell'ex Repubblica Jugoslava di Macedonia;

21. Preoccupata della debolezza delle istituzioni statali e della estrema bipolarizzazione e confronto delle politiche interne in Albania;

22. SOLLECITA i governi ed i parlamenti dei paesi membri dell'Alleanza dell'Atlantico del Nord:

a) a fare quanto possibile per arrestare la catastrofe umanitaria in Kosovo;

b) a fare in modo che in ogni momento sia dato pieno accesso alle agenzie di aiuti umanitari, così che possano assolvere al loro ruolo e sia loro assicurata, se necessario, ogni protezione;

c) a far presente al Presidente Milosevic e al suo regime che la repressione ripetuta e brutale in Kosovo non è più tollerabile;

d) a chiarire altresì a tutti i movimenti politici che dovranno partecipare ai negoziati nonché ad una delegazione mista di Kossovari;

e) a ricorrere ad ogni mezzo necessario per arrestare i combattimenti in Kosovo e istituire un cessate il fuoco definitivo ed immediato;

f) a dare piena attuazione al regime delle sanzioni imposto dal Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite;

g) ad alleviare allo stesso tempo le sofferenze patite dalla popolazione sia nella Repubblica Federale di Jugoslavia che nei paesi vicini che non hanno responsabilità per il conflitto;

h) ad intensificare gli sforzi di mediazione internazionale per raggiungere una soluzione politica duratura in Kosovo;

i) a chiarire che sono pronti i piani per l'uso della forza e che i membri dell'Alleanza non esiteranno a ricorrervi se non sarà possibile giungere ad un copri-fuoco con le sole misure diplomatiche ed economiche;

j) per ricercare un mandato internazionale per l'intervento militare, pur considerando che l'uso della forza nell'attuale situazione in Kosovo è già legittimata dal diritto internazionale esistente;

k) per mobilitare i mezzi politici, economici e militari per salvaguardare qualsiasi eventuale accordo, provvisorio o definitivo, intervenga in Kosovo;

l) a mantenere un coinvolgimento internazionale sostenuto in Bosnia-Erzegovina, ivi inclusa la continuazione di una forte NATO ed una presenza militare europea sino a che gli accordi di Dayton non trovino piena attuazione;

m) a continuare a condizionare l'assistenza bilaterale e multilaterale alla Bosnia-Erzegovina, alla Croazia, alla Repubblica Federale di Jugoslavia, nonché alle loro repubbliche costituenti, alla buona volontà dei loro dirigenti per cooperare a dare attuazione agli accordi di Dayton, cercare una soluzione pacifica in Kosovo, e promuovere una trasformazione democratica nella regione;

n) ad appoggiare ogni iniziativa volta a modificare la legge elettorale in Bosnia-

Erzegovina così da incoraggiare il voto al di là delle divisioni etniche;

o) a perseguire sforzi concreti per ricercare, arrestare, processare e punire i criminali di guerra a prescindere dalla loro origine, dando la priorità a chi abbia detenuto, o detenga, posizioni di leadership politica o militare;

p) a sostenere le autorità albanesi riconosciute a combattere la corruzione, aumentare la stabilità ed erigere un sistema politico democratico e funzionante;

q) ad accedere alle richieste fatte dal governo albanese per il dispiegamento di una forza internazionale nel nord del paese così da arrestare il flusso di armi in Kosovo ed evitare effetti di dilagamento, introducendo al contempo disposizioni volte a mitigare le possibili conseguenze negative sul Kosovo stesso e sulla ex Repubblica Jugoslava di Macedonia;

r) ad intensificare le proprie attività nell'ambito del Programma del Partenariato per la Pace in Albania e nell'ex Repubblica Jugoslava di Macedonia;

s) a continuare a dare il loro pieno supporto alla UNPREDEP nella ex Repubblica Jugoslava di Macedonia all'Elemento consultivo di polizia multinazionale (MAPE) della UEO in Albania;

t) ad incoraggiare tutti gli sforzi regionali per aumentare la comprensione reciproca, nonché la cooperazione in campo economico e della sicurezza.